

BOLIVIE
**Il faut stopper la dégradation alarmante
de la situation des droits humains**

Index AI : AMR 18/012/2003
ÉFAI

Vendredi 17 octobre 2003

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

À la suite des derniers événements en Bolivie, Amnesty International lance un nouvel appel urgent aux autorités et à tous les secteurs de la société de ce pays plongé dans une grave crise des droits humains afin qu'ils empêchent une surenchère des violences et une nouvelle effusion de sang.

« Il faut sortir de la spirale de la violence, a déclaré Amnesty International. Les autorités doivent donner des ordres au plus haut niveau des forces de sécurité afin que celles-ci cessent de faire usage d'une force excessive contre les manifestants. »

Selon les informations recueillies par Amnesty International, plus de 70 personnes sont mortes et des centaines d'autres ont été blessées depuis la mi-septembre. La majorité des victimes, selon ces sources, ont été tuées ou blessées par balles.

« L'État bolivien a le droit et le devoir de maintenir l'ordre et de faire respecter la loi. Toutefois, a précisé Amnesty International, les autorités ont aussi l'obligation fondamentale, conformément au droit international, de respecter et protéger en toutes circonstances le droit à la vie, à l'intégrité physique et à la liberté d'expression de l'ensemble de la population. »

Amnesty International a demandé à ses membres à travers le monde d'interpeller de toute urgence les autorités boliviennes et la communauté internationale sur la situation dramatique que traverse la Bolivie dans le domaine du respect des droits humains.

« Dans le monde entier, des milliers de membres et de sympathisants d'Amnesty International sont en état d'alerte et lancent des appels au gouvernement bolivien afin qu'il s'engage à trouver une solution qui permette le respect des droits fondamentaux de tous les Boliviens », a souligné l'organisation de défense des droits humains.

En signe de protestation contre l'aggravation de la situation, le nombre élevé de victimes et l'absence de solution prenant en compte le respect des droits humains, des intellectuels, des artistes, des représentants

de l'Église catholique, des membres des communautés indigènes et des militants des droits humains ont entamé une grève de la faim pour attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation dramatique en Bolivie.

« Il est inacceptable que les autorités laissent la crise actuelle dégénérer en une tragédie des droits humains. Il est temps que le gouvernement prenne des mesures concrètes pour éviter une nouvelle effusion de sang et s'engage à respecter les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels de tous les citoyens », a conclu Amnesty International. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>